MINISTERE DE L'AGRICULTURE

PERIMETRES PUBLICS IRRIGUES

Décret n° 91-2083 du 27 décembre 1991 portant modification du décret n° 84-703 du 14 juin 1984, relatif à la création du périmètre public irrigué de Foussana SF6.

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

-Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963 portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 ;

-Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983 relative à la protection des terres agricoles ;

-Vu le décret n° 65-24 du 21 janvier 1965 fixant la composition et les attributions de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués ;

-Vu le décret n° 84-703 du 14 juin 1984 portant création d'un périmètre public irrigué à Foussana SF6 ;

-Vu le décret n° 88-136 du 28 janvier 1988 fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Kasserine ;

-Vu l'avis de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués réunie le 1^{er} juillet 1991 ;

-Vu l'avis des ministres des finances et du plan et de développement régional ;

-Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. — Les limites du périmètre public irrigué de Foussana SF6, gouvernorat de Kasserine, créé par le décret sus-visé n° 84-703 du 14 juin 1984 sont modifiées comme indiqué par un liseré rouge sur l'extrait de carte au 1/50.000^e ci-joint.

Art. 2. — Le périmètre public irrigué sus-visé est classé dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi sus-visée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection des terres agricoles du gouvernorat de Kasserine approuvée par le décret n° 88-136 du 28 janvier 1988 est modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier.

Art. 3. — Les ministres des finances, du plan et de développement régional et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 décembre 1991.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

Décrète :

Article premier. — Il est créé un périmètre public irrigué à Ouled Brahim, gouvernorat de Sidi Bouzid, délimité par un liseré rouge conformément à l'extrait de carte au 1/50.000^e ci-joint.

Art. 2. — La superficie totale des parcelles appartenant à un même propriétaire déduction faite de la superficie cédée gratuitement à l'Etat ne peut en aucune façon excéder une limite de 6.00.00 Ha de terres irrigables ni être inférieure à 0.50.00 Ha pour l'ensemble du périmètre.

Art. 3. — La contribution aux investissements publics effectués dans le périmètre de Ouled Brahim, prévue à l'article 2 de la loi sus-visée n° 63-18 du 27 mai 1963, est fixée à 240 dinars par hectare irrigable.

La valeur de cette contribution sera obligatoirement payée en priorité en nature (terre) pour tous les propriétaires possédant à l'intérieur du périmètre des terres dont la superficie totale est supérieure à la limite maximale fixée à l'article 2 du présent décret.

Elle sera obligatoirement payée en espèces pour tous les propriétaires possédant des terres dont la superficie totale est inférieure à la limite minimale fixée par l'article 2 du présent décret.

Elle sera payée, en espèces ou en nature au choix des propriétaires intéressés, pour tous les propriétaires possédant des terres dont la superficie est comprise entre les limites maximale et minimale fixée par l'article 2 du présent décret.

La superficie restante après la contribution en nature ne doit pas être inférieure à la limite minimale.

Art. 4. — Le périmètre public irrigué sus-visé est classé dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi sus-visée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection des terres agricole du gouvernorat de Sidi Bouzid approuvée par le décret n° 88-137 du 28 janvier 1988 est modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier.

Art. 5. — Les ministres des finances, du plan et de développement régional et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 décembre 1991.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

Décret n° 91-2084 du 27 décembre 1991 portant création d'un périmètre public irrigué à Ouled Brahim.

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

-Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963 portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 ;

-Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983 relative à la protection des terres agricoles ;

-Vu le décret n° 65-24 du 21 janvier 1965 fixant la composition et les attributions de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués ;

-Vu l'avis de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués réunie le 1^{er} juillet 1991 ;

-Vu l'avis des ministres des finances et du plan et de développement régional ;

-Vu l'avis du tribunal administratif.

Décret n° 91-2085 du 27 décembre 1991 portant extension du périmètre public irrigué de Gaâfour-Laâroussa.

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

-Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963 portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 ;

-Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983 relative à la protection des terres agricoles ;

-Vu le décret n° 65-24 du 21 janvier 1965 fixant la composition et les attributions de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués ;

-Vu le décret n° 83-1176 du 8 décembre 1983 portant création d'un périmètre public irrigué à Gaâfour-Laâroussa ;

-Vu l'avis de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués réunie le 1^{er} juillet 1991 ;

-Vu l'avis des ministres des finances et du plan et de développement régional ;

-Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. — Le périmètre public irrigué de Gaâfour-Lââroussa, gouvernorat de Siliana, est étendu à la partie délimitée par un liseré rouge conformément à l'extrait de carte au 1/50.000^e ci-joint.

Art. 2. — Les dispositions du décret sus-visé n° 83-1176 du 8 décembre 1983 relatives à la limitation de la propriété et de la fixation de la contribution aux investissements publics sont étendues à la présente extension.

Art. 3. — L'extension du périmètre public irrigué sus-visé est classée dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi sus-visée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection des terres agricoles du gouvernorat de Siliana approuvée par le décret n° 86-754 du 29 juillet 1986 est modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier.

Art. 4. — Les ministres des finances, du plan et de développement régional et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 décembre 1991.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

Décret n° 91-2086 du 27 décembre 1991 portant extension du périmètre public irrigué de Ghardimaou (Hakim II).

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963 portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 ;

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983 relative à la protection des terres agricoles ;

Vu le décret n° 65-24 du 21 janvier 1965 fixant la composition et les attributions de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués ;

Vu le décret n° 74-962 du 7 novembre 1974 portant création d'un périmètre public irrigué à Ghardimaou ;

Vu l'avis de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués réunie le 1^{er} juillet 1991 ;

Vu l'avis des ministres des finances et du plan et de développement régional ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. — Le périmètre public irrigué de Ghardimaou (Hakim II), gouvernorat de Jendouba, est étendu à la partie délimitée par un liseré rouge conformément à l'extrait de carte au 1/50.000^e ci-joint.

Art. 2. — Les dispositions du décret sus-visé n° 74-962 du 7 novembre 1974 relatives à la limitation de la propriété et à la fixation de la contribution aux investissements publics sont étendues à la présente extension.

Art. 3. — L'extension du périmètre public irrigué sus-visé est classée dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi sus-visée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection des terres agricoles du gouvernorat de Jendouba approuvée par le décret n° 88-694 du 7 mars 1988 est modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier.

Art. 4. — Les ministres des finances, du plan et de développement régional et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 décembre 1991.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

Décret n° 91-2087 du 27 décembre 1991 portant modification du décret n° 86-368 du 14 mars 1986 relatif à la création des périmètres publics irrigués dans le gouvernorat de Kairouan.

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963 portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 ;

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983 relative à la protection des terres agricoles ;

Vu le décret n° 65-24 du 21 janvier 1965 fixant la composition et les attributions de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués ;

Vu le décret n° 86-368 du 14 mars 1986 portant création de périmètres publics irrigués dans le gouvernorat de Kairouan ;

Vu le décret n° 86-1315 du 18 décembre 1986 fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Kairouan ;

Vu l'avis de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués réunie le 1^{er} juillet 1991 ;

Vu l'avis des ministres des finances et du plan et de développement régional ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. — Les limites du périmètre public irrigué de Zâafrana III, gouvernorat de Kairouan, créé par le décret sus-visé n° 86-368 du 14 mars 1986 sont modifiées comme indiqué par un liseré rouge sur l'extrait de carte au 1/50.000^e ci-joint.

Art. 2. — Le périmètre public irrigué sus-visé est classé dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi sus-visée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection des terres agricoles du gouvernorat de Kairouan approuvée par le décret n° 86-1315 du 12 décembre 1986 est modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier.

Art. 3. — Les ministres des finances, du plan et de développement régional et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 décembre 1991.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

Décret n° 91-2088 du 27 décembre 1991 portant création d'un périmètre public irrigué à Neber.

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963 portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 ;

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983 relative à la protection des terres agricoles ;

Vu le décret n° 65-24 du 21 janvier 1965 fixant la composition et les attributions de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués ;

Vu l'avis de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués réunie le 1^{er} juillet 1991 ;

Vu l'avis des ministres des finances et du plan et de développement régional ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. — Il est créé un périmètre public irrigué à Neber, gouvernorat du Kef, délimité par un liseré rouge conformément à l'extrait de carte au 1/50.000^e ci-joint.

Art. 2. — La superficie totale des parcelles appartenant à un même propriétaire, déduction faite de la superficie cédée gratuitement à l'Etat ne peut en aucune façon excéder une limite de 20 Ha de terres irrigables ni être inférieure à 2 Ha pour l'ensemble du périmètre.

Art. 3. — La contribution aux investissements publics effectués dans le périmètre de Neber, prévue à l'article 2 de la loi sus-visée n° 63-18 du 27 mai 1963 est fixée à 100 dinars par hectare irrigable.

La valeur de cette contribution sera obligatoirement payée en priorité en nature (terre) pour tous les propriétaires possédant à l'intérieur du périmètre des terres dont la superficie totale est supérieure à la limite maximale fixée à l'article 2 du présent décret.

Elle sera obligatoirement payée en espèces pour tous les propriétaires possédant des terres dont la superficie totale est inférieure à la limite minimale fixée par l'article 2 du présent décret.

Elle sera payée en espèces ou en nature au choix des propriétaires intéressés pour tous les propriétaires possédant des terres dont la superficie est comprise entre les limites maximale et minimale fixée par l'article 2 du présent décret.

La superficie restante après la contribution en nature ne doit pas être inférieure à la limite minimale.

Art. 4. — Le périmètre public irrigué sus-visé est classé dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi sus-visée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection de terres agricoles du gouvernorat du Kef approuvée par le décret n° 88-693 du 7 mars 1988 est modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier.

Art. 5. — Les ministres des finances, du plan et de développement régional et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 décembre 1991.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

STATUT PARTICULIER

Décret n° 91-2102 du 30 décembre 1991 fixant le statut particulier au corps des auxiliaires des forêts.

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ;

Vu la loi n° 88-20 du 13 avril 1988 portant promulgation du code forestier ;

Vu le décret n° 85-1215 du 5 octobre 1985 portant statut particulier au corps des ouvriers de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, modifié et complété par le décret n° 88-1864 du 3 novembre 1988 ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article premier. — Il est créé auprès du ministère de l'agriculture un corps des auxiliaires des forêts constitué des ouvriers chargés de participer à la surveillance et à la protection du domaine forestier ainsi que de la faune et de la flore sauvage.

Dans ce cadre, les auxiliaires des forêts :

— assurent le gardiennage des massifs et postes forestiers et l'entretien des pépinières.

— participent à la protection de la faune et de la flore sauvage et à la lutte contre les incendies de forêts.

Art. 2. — Le corps des auxiliaires des forêts est régi par les dispositions de la loi sus-visée n° 83-112 du 12 décembre 1983, du

décret sus-visé n° 85-1215 du 5 octobre 1985 et les dispositions du présent décret.

Art. 3. — Les auxiliaires des forêts sont dotés en nature d'uniformes dont le nombre, la composition, les caractéristiques et les accessoires sont fixés par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 4. — Dans l'exercice de leurs fonctions les auxiliaires des forêts doivent être revêtus de leurs uniformes avec les marques distinctives et apparentes de leurs fonctions et munis d'une carte de service.

Art. 5. — La nomenclature, la classification des emplois dans les catégories, les attributions correspondantes à chacun des emplois du corps des auxiliaires des forêts, le niveau de qualification requis pour y accéder ainsi que la fixation de l'horaire du travail, selon la nécessité du service, sont fixés par arrêté du Premier ministre sur proposition du ministre de l'agriculture.

CHAPITRE II

Dispositions transitoires

Art. 6. — Pour la constitution initiale du corps des auxiliaires des forêts les ouvriers ayant assuré pendant 10 ans au moins les fonctions prévues par les dispositions de l'article premier du présent décret et dont l'âge ne dépasse pas 55 ans à la date de publication du présent décret peuvent être intégrés, quel que soit leur mode de rémunération, dans le corps des auxiliaires des forêts.

La liste définitive des ouvriers à intégrer sera arrêtée par le ministre de l'agriculture au plus tard un mois à partir de la publication du présent décret. Les ouvriers seront classés suivant l'âge et l'intégration se fera selon l'ordre d'inscription et dans les limites des autorisations annuelles des lois de finances et conformément à la nomenclature prévue à l'article 5 du présent décret.

Art. 7. — Les ministres des finances et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 30 décembre 1991.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

NOMINATION

Par décret n° 91-2089 du 30 décembre 1991 :

Monsieur Maaroufi Mouldi, est nommé chargé de mission auprès du cabinet du ministre de l'agriculture.

ENCOURAGEMENT DE LA PECHE

Arrêté des ministres des finances, du plan et du développement régional et de l'agriculture du 31 décembre 1991 complétant l'arrêté du 18 février 1988 portant fixation des montants des subventions et prêts de l'Etat et des taux d'intérêts relatifs à l'encouragement de la pêche.

Les ministres des finances, du plan et du développement régional et de l'agriculture ;

Vu la loi n° 69-11 du 24 janvier 1969 portant encouragement de l'Etat à la pêche, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 77-45 du 2 juillet 1977 ;

Vu le décret n° 69-84 du 12 mars 1969 fixant les modalités d'octroi de l'aide de l'Etat pour l'encouragement de la pêche tel qu'il a été complété par le décret n° 77-1005 du 30 novembre 1977 et le décret n° 88-139 du 28 janvier 1988 et notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 18 février 1988 portant fixation des montants des subventions et prêts de l'Etat et des taux d'intérêt relatifs à l'encouragement de la pêche.